

Budget : le gouvernement prend le chemin de la censure

Communiqué de presse de Jean-Luc YELMA, Conseiller Régional d'Occitanie, Groupe Rassemblement National



Budget : le gouvernement prend le chemin de la censure

Rappelons l'essentiel. Emmanuel Macron a ruiné le pays et délègue la purge au gouvernement de Michel Barnier. Dans sa proposition de budget initiale, le Premier ministre n'a pas tenu ses promesses de ne pas augmenter les impôts, de s'attaquer aux mauvaises dépenses de l'État et de relancer la croissance. Hausse des taxes sur l'électricité, hausse de la contribution française au budget de l'Union européenne, hausse des dépenses pour les soins gratuits réservés aux clandestins (via l'aide médicale d'État), hausse du coût du travail, etc. Dans sa proposition initiale, le budget du gouvernement ne pouvait être voté. Dans sa version issue des débats et des travaux parlementaires, il ne pouvait pas être voté non plus, car les députés d'extrême-gauche ont augmenté par amendement les taxes et les impôts de dizaines de milliards d'euros sur le dos des Français et des TPE-PME : taxe sur les bouteilles d'eau, taxe sur les ascenseurs, taxe sur le carburant des pêcheurs, taxe sur l'eau touristique, taxe sur les assurances vie, etc.... Face à cette folie fiscale de l'extrême-gauche, la Macronie et les LR de Laurent Wauquiez ont déserté le travail parlementaire. Les Français peuvent compter sur les députés RN : par notre présence massive, seul le RN a bloqué une partie des taxes zinzins de l'extrême-gauche. Seul le RN a obtenu des victoires politiques (contre la hausse des taxes sur l'électricité, de la contribution française au budget de l'UE etc.). Seul le RN a présenté un contre-budget cohérent menant des économies sur le millefeuille administratif, l'immigration, les fraudes fiscales et sociales, et rendant aux Français leur argent.

Comme nous l'avons toujours dit, **nous restons libres de censurer le gouvernement** si ses décisions viennent aggraver la situation sécuritaire, migratoire et sociale du pays. En voulant faire porter tous les efforts sur la France du travail, sur les retraités les plus précaires et sur nos entreprises, le gouvernement prend le chemin de la censure. La balle est dans son camp : il doit entendre les revendications de nos électeurs pour éviter la censure.



Yelma.jpeg